



Code épreuve : 265

Nombre de pages : 9

Session : 2024

Épreuve de : HIST., GÉO. et GÉOPOLITIQUE ESSEC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Globalisation et multiplication des frontières depuis 1990 : en paradoxe ?

En avril 2024, un vote a eu lieu à l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour faire de la Palestine un État membre à part entière, le nombre d'États membres passant ainsi de 193 à 194. Malgré le veto des États-Unis, ce vote illustre l'importance de la question territoriale aujourd'hui qui, loin d'avoir disparu avec la globalisation, opère aujourd'hui un retour en force, ce qui peut sembler paradoxal.

En effet, la globalisation contemporaine qui a commencé dans les années 1980, est définie par Xavier Carroué comme étant un « processus géohistorique multiscalaire d'extension progressive du capitalisme à l'ensemble de la planète. » C'est donc une mise en réseau du monde marquée par l'accroissement des flux de marchandises, de capitaux, d'informations et de personnes entre les différentes parties de la planète. Ce phénomène est donc plutôt supposé abolir les frontières, c'est-à-dire les lignes continues qui marquent la souveraineté d'un État sur un territoire donné et qui peut prendre différentes formes : il y a des frontières naturelles (fleuve, montagnes) et des frontières artificielles (murs, barbelés ou simples postes de douane). Cette conception de la frontière est héritée du traité de Westphalie de 1648 qui a défini les prémices de l'État-nation, concept européen ensuite étendu au monde avec la colonisation. Alors que 1990 marque la fin de la Guerre Froide (officiellement en 1991) et donc le triomphe de la mondialisation libérale et l'abolition des frontières qui l'accompagne, il y a également une multiplication des frontières à

partir de cette date, c'est-à-dire soit la création de nouvelles frontières parce qu'il y a de nouveaux États ou alors le renforcement de frontières déjà existantes et qui après avoir été potentiellement des frontières-coupeure, redeviennent des frontières-coupeure. Ainsi, cela semble être un paradoxe, un phénomène qui s'oppose au processus de globalisation qui vise à réduire les frontières entre États, à les effacer au profit du libre-échange et de la libre-circulation généralisés. Cependant, la mondialisation apparaît aussi comme une source d'inquiétude à l'égard de certains États à cause des inégalités qu'elle génère ou de la perte de souveraineté et d'indépendance qu'elle engendre, pouvant ainsi expliquer cette multiplication.

Ainsi, la globalisation contemporaine, supposée supprimer les barrières entre États, n'a-t-elle pas au contraire exacerbé les sentiments nationalistes et la quête de souveraineté poussant à la multiplication des frontières ?

Nous verrons dans un premier temps comment la multiplication des frontières depuis 1990 apparaît paradoxale vis-à-vis de la globalisation censée les faire disparaître, puis nous étudierons en quoi la globalisation a pu au contraire être à l'origine de cette multiplication des frontières. Enfin, nous nous demanderons si dans le cadre d'un monde plus multipolaire, cette multiplication des frontières n'est pas en danger pour la globalisation.

La globalisation des années 1980 avait pour but de consacrer l'essor de la libre-circulation et donc l'effacement des barrières, ce qui semble d'emblée contradictoire avec la multiplication des frontières qui s'opère dans le monde depuis 1990.

La mondialisation contemporaine se fonde sur la libre-circulation des marchandises, des capitaux, de l'information et des personnes, misant ainsi sur une disparition des frontières entre les États. En effet,

les différents accords signés dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle qui ont préparé la mondialisation ont participé à une libéralisation du commerce mondial conduisant d'abord à une abolition des barrières douanières puis à une diminution des frontières grâce à la démocratisation des transports favorisant les mobilités. Il y a donc eu l'essor d'un tourisme international participant à l'abolition des frontières mais aussi l'augmentation des flux de travailleurs internationaux grâce à la Division Internationale des Processus de Production (OIPP). Ainsi, la frontière américano-mexicaine a fait l'objet de nombreux programmes visant à la transformer en une frontière-courtoise marquée par une libre circulation à travers la création des « maquiladoras ». C'est ce que Kenichi Ohmae a théorisé dans son ouvrage Un monde sans frontières (A borderless world en version originale) lorsqu'il considérait que les frontières entre États-Nations allaient disparaître avec le phénomène de mondialisation. La construction européenne qui a dès les années 1980 embrassé le processus de globalisation, a été un moteur pour l'abolition des frontières entre États avec la création de l'Espace Schengen en 1985 favorisant la libre-circulation des personnes puis avec l'Acte Unique en 1986 pour celle des marchandises.

De fait, la fin de la Guerre Froide en 1991 marque le triomphe de cette globalisation libérale incarnée par les États-Unis, laissant alors penser que les frontières allaient diminuer sous l'effet de cette mise en réseau du monde. La réunification de l'Allemagne en 1989 et la fin du « rideau de fer » en Europe marque cette abolition des frontières attendue par la fin de la Guerre froide. En effet, les États-Unis s'occupent d'assurer la réunification du monde grâce à leur statut d'« hyperpuissance » (Herbert A. Voth), la globalisation pouvant plus facilement abolir les frontières entre États, moins susceptibles des rivalités et des conflits. C'est ce que pensait Francis Fukuyama dans son ouvrage La fin de l'histoire et le dernier homme publié en 1992 : il considérait que le triomphe des États-Unis et du capitalisme néolibéral, symbole de la globalisation, allaient rendre les conflits obsolètes et les frontières inutiles par conséquent. La mondialisation commerciale a en effet aboli certaines frontières et fait fi de certaines tensions idéologiques au profit de la croissance économique : la création du triangle de croissance de l'Asie en 1989 entre Hong Kong, l'État de Johore en Malaisie et celui de Singapour en Indonésie marque comme la mondialisation a pu

abolir certaines frontières autrefois conflictuelles.

Paradoxalement, on observe cependant depuis 1990 une multiplication des frontières, à rebours du processus de globalisation. Il y a en effet une explosion du nombre d'États membres de l'ONU, ce chiffre passant de 159 en 1988 à 193 en 2021. Cette multiplication des frontières semble alors paradoxale avec la mondialisation étant donné que de nombreux États avaient justement aboli leurs frontières dans les années 1980. La mondialisation, qui était censée pacifier le monde et les relations entre États avec la création d'interdépendance, n'a pas pu empêcher certaines revendications d'indépendances aboutissant à la création de nouveaux États et donc de nouvelles frontières. Ainsi, l'Érythrée a fait sécession dans un conflit sanglant avec l'Éthiopie en 1993 et le Soudan du Sud a également obtenu son indépendance en 2011. Même les espaces parfaitement intégrés à la mondialisation contemporaine subissent des conflits frontaliers, malgré les interdépendances qui les relient. C'est notamment le cas pour le conflit qui oppose la Chine et l'Inde dans l'Arunachal Pradesh et dans l'Akasaï Chin, conflit qui a conduit à une militarisation et au renforcement de la frontière, mis en évidence par les tensions qui ont eu lieu dans l'Himalaya en 2020, occasionnant quelques morts. Ainsi, non l'Inde et la Chine, pourtant interdépendants au niveau commercial depuis la globalisation, n'ont pas pu échapper à une multiplication des frontières frontalières, ce qui peut sembler être un paradoxe.

Si la globalisation a pu surmonter quelques conflits en créant des interdépendances, elle n'est pas capable de dépasser les revendications identitaires et elle a même pu exacerber certaines d'entre elles à cause de l'information qu'elle génère et la perte de souveraineté qu'elle entraîne, impliquant ainsi une multiplication logique des frontières pour se protéger de ses effets néfastes.

La fin de la Guerre froide et l'implosion de l'URSS en 1991 entraînent la réapparition logique de conflits identitaires gelés pendant 45 ans, aboutissant à la création de nouvelles frontières, qui ne s'opposent pas nécessairement à la globalisation. La grande majorité des frontières créées après 1990

Copie anonyme - n°anonymat : 203943

Code épreuve : 265

Nombre de pages : 9

Session : 2024

Épreuve de : HIST, GÉO. et GÉOPOLITIQUE ESSEC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

sont liées à la dislocation de l'ex-Yugoslavie et celle de l'Asie centrale et de la partie soviétique de l'Europe centrale et orientale. Ainsi, cela a abouti à la création d'une quinzaine de nouveaux États après des conflits meurtriers dans certains cas, notamment entre la Serbie et la Bosnie Herzégovine. Cependant, cette création de nouvelles frontières n'est pas en paradoxe avec la globalisation puisqu'elle permet au contraire de rattacher certains de ces pays à l'économie de marché afin de les intégrer pleinement dans la mondialisation. Par exemple, les États Baltes se sont rapidement convertis au capitalisme libéral et ont pu s'intégrer dans la globalisation, ce qui n'aurait pas été le cas sans cette multiplication de frontières. Aussi, l'Estonie est aujourd'hui un pays leader dans la cybersécurité et elle accueille plusieurs entreprises mondiales connues dans le domaine. De même, les pays d'Asie centrale sont aujourd'hui en concurrence pour les Nouvelles Routes de la Soie chinoises ce qui fait d'eux des pays intégrés à la globalisation. Ainsi, la multiplication des frontières n'est pas forcément contradictoire avec la globalisation étant donc qu'elle peut la refuser.

À l'inverse, la globalisation a créé une uniformisation de l'identité au sein d'un « village planétaire » comme le disait Marshall McLuhan dans *The Medium is the Message*, ce qui a pu réveiller certaines inquiétudes à propos d'une perte d'identité, conduisant à la multiplication des frontières pour se protéger de ces effets annexes de la mondialisation. En effet, la globalisation, en tant que mise en réseau du monde, a participé à l'élaboration d'une « culture mondiale » qui serait commune aux espaces intégrés à la mondialisation. Néanmoins, cette uniformisation du monde engendre une perte d'identité pour certains espaces

et pour certains personnes qui considèrent le multiculturalisme contemporain comme enflé. Dès lors, on assiste à une fermeture des frontières pour privilégier les intérêts nationaux et favoriser l'identité nationale. C'est ainsi que la construction d'un mur à la frontière entre les États-Unis et le Mexique a débuté en 2006 sous la présidence de George W. Bush car beaucoup d'Américains conservateurs accusaient les Mexicains de prendre leur travail et de leur faire perdre leur identité WASA (White Anglo-Saxon Protestant). Régis Debray admet cette multiplication des frontières dans son ouvrage Éloge des frontières dans lequel il voit les bénéfices de la frontière face à une globalisation trop importante qui efface les différences et qui crée des inégalités. Même l'abolition des frontières au sein de l'Union européenne a été remise en question par cette défense de l'identité nationale au moment du rejet de la directive Bolkestein par la France en 2003 et la peur des « plombiers polonais » qu'elle a engendrés.

Ainsi, la globalisation contemporaine, favorisant l'accroissement des mobilités humaines, désirables ou non, explique la multiplication des frontières, loin d'être contradictoires l'une de l'autre. La démocratisation des transports a accéléré la mobilité des touristes, certes, mais aussi celle des réfugiés et des migrants économiques, souvent indésirables par les pays développés. En effet, la libre-circulation sur les mers et les océans encouragée par la mondialisation commerciale a offert plus de possibilités aux migrants pour rejoindre des pays développés plus sûrs. Néanmoins les pays d'accueil souhaitent se protéger et multiplient alors les frontières pour le faire, notamment avec la création de murs ou de barbelés. Ainsi, lors de la crise migratoire qui a touché l'Europe en 2015, la Hongrie n'a accueilli que quatre migrants sur les 1,5 millions qui submergés en Europe, notamment à travers une politique très dure de contrôle aux frontières. Ce phénomène n'a pas uniquement lieu en Europe mais il s'est étendu à l'ensemble de la planète, y compris entre différents pays du Sud. En Tunisie, Haïd Saïed a complètement fermé la frontière sud du pays en rejetant les migrants d'Afrique subsaharienne en

novembre 2023 car ils sont selon lui à l'origine de violences au sein de la société tunisienne. L'Australie se vante également de sa politique migratoire très ferme qui empêche les migrants d'atteindre l'Est de l'Australie. Ainsi, l'accroissement des mobilités par la globalisation a pu générer des réactions identitaires fortes qui ont contribué à la multiplication des frontières depuis 1990. Stéphane Rostère a étudié ce phénomène dans son ouvrage Frontières de fer, dans lequel il explique que ces frontières proviennent essentiellement de pays riches qui veulent se protéger contre des pauvres venus chercher des opportunités offertes par la mondialisation.

Aujourd'hui, dans le cadre d'un monde plus multipolaire où le retour de la priorité donnée aux intérêts stratégiques et nationaux entraîne une multiplication des frontières, il semble que cette dernière puisse mettre en danger la globalisation contemporaine en entravant la mise en réseau du monde.

La crise de la Covid-19 a mis en évidence que la multiplication des frontières pourrait en effet conduire à une remise en question du processus de globalisation. Cette pandémie a entraîné une fermeture généralisée des frontières à l'échelle mondiale, provoquant l'arrêt de la DIPP ainsi qu'une chute drastique des flux de touristes et de travailleurs internationaux. La globalisation a été mise en pause pendant presque un an à cause de cette fermeture des frontières qui entravait la libre-circulation. En plus de l'arrêter sur le moment, cette fermeture des frontières a aussi fait prendre conscience à beaucoup de pays de leur dépendance à d'autres acteurs pour l'approvisionnement de produits de base, résultant ainsi en question les interdépendances générées par la mondialisation. Ainsi, à la suite de la pénurie de masques en France, de nombreuses personnes ont plaidé pour une relocalisation des industries essentielles, résultant ainsi en question le processus de mondialisation et de DIPP, au profit d'une recherche de souveraineté et d'indépendance. Ainsi, dû à la recherche d'intérêts plus stratégiques qu'avant et moins économiques, la multiplication des frontières a la fois mis en évidence comment elle pourrait directement bloquer la globalisation.

tion mais aussi qu'elle pourrait provoquer une remise en question de cette dernière.

De la même manière, la multiplication des frontières et des conflits frontaliers dans le cadre des rivalités géopolitiques contemporaines conduisent à en retarder en arrière des processus de mondialisation. En effet, contrairement à ce qu'Edward Luttwak théorise dans son ouvrage De la géopolitique à la géoéconomie (From Geopolitics to geoconomics en version originale), le monde d'aujourd'hui est plus géopolitique et moins économique. Le retard de conflits frontaliers aujourd'hui met mal le processus de mondialisation : l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a conduit de nombreux États à retarder leurs frontières (États Baltes) mais a surtout entraîné beaucoup de sanctions économiques à l'égard de la Russie comme des embargos sur les importations de gaz et de pétrole, sanctions contraires aux principes de mondialisation. L'Inde a également refusé de participer à l'accord de libre-échange asiatique RCEP en partie à cause des tensions à ses frontières avec la Chine qui s'est survenues avec la Chine. Ce refus du libre-échange met en évidence ici comment la question frontalière peut indirectement entraver le processus de globalisation dans le cadre d'un monde plus multipolaire et plus géopolitique.

Néanmoins, les interdépendances contractées avec la globalisation contemporaine restent fortes et parviennent tout de même à limiter cette multiplication des frontières aujourd'hui. En effet, s'il existe de nombreux conflits frontaliers dans le monde aujourd'hui, beaucoup d'autres sont contenus grâce aux interdépendances économiques de la mondialisation. Ainsi, les interdépendances qui lient les États-Unis et la Chine et qui pour l'instant empêchent un conflit entre les deux, contribuent par la même manière les conflits de la Chine avec ses pays frontaliers, défendus par les États-Unis car ces derniers peuvent être affectés par ces conflits. Taïwan représente par exemple un enjeu stratégique considérable aux niveaux des approvisionnements en semi-conducteurs grâce à TSMC qui possède une part importante du marché mondial. Par ailleurs, les États n'ont pas d'intérêt à ce que cette multiplication des frontières continue dans la gouvernance mondiale pour limiter cette dernière. Ainsi en 2018 s'est tenu le Pacte de Marrakech à propos des migrations internationales lors duquel les États ont appelé à garantir des migrations

Copie anonyme - n°anonymat : 203943

Code épreuve : 265

Nombre de pages : 9

Session : 2024

Épreuve de : HIST., GÉO et GÉOPO LITIQUE ESSEC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

sécurisées à l'échelle internationale. C'est notamment ce pour quoi pleide Catherine Whitel de Wendel dans son ouvrage Le droit d'émigrer paru dans les années 2010, où elle explique que la fermeture des frontières n'est pas souhaitable et que si les marchandises, les capitaux et les informations peuvent circuler librement, les personnes aussi. Elle considère aussi que cette ouverture des frontières permettrait à terme de faire disparaître cette vision néfaste. Le nouveau pacte migratoire de l'UE signé en 2023 prône la solidarité et au la multiplication, illustrent la volonté des acteurs de la globalisation de maintenir cette dynamique de diminution des frontières entrainée par la mondialisation contemporaine dans les années 1980.

En conclusion, si à première vue la multiplication des frontières depuis 1990 semble paradoxale vis-à-vis de la globalisation en fait qu'elle va à l'encontre des principes fondateurs, il apparaît en fait que les deux phénomènes sont liés, notamment parce que la multiplication des frontières depuis 1990 a été principalement encouragée par les effets néfastes générés par la globalisation, mais aussi parce que depuis quelques années, cette multiplication des frontières a tendance à menacer le processus de globalisation dans un monde plus multipolaire. L'élection américaine de 2024 sera en tournant pour ces deux phénomènes, car en retenant Donald Trump à la Maison Blanche entraînerait une accélération de la multiplication des frontières mais aussi un ralentissement de la globalisation à cause du protectionnisme nationaliste qu'il prône.

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE



